UN CANDIDAT JEUNE...

GEORGES

MAILLET - CONTOZ

27 ans, marié, 1 enfant

DIRECTEUR DE PUBLICATION



CANDIDAT INDEPENDANT

XIe CIRCONSCRIPTION - BEL-AIR, PICPUS



Marie-Thérèse BEUZEVAL

38 ans - secrétaire de direction

SUPPLÉANTE



UN PROGRAMME D'AVENIR

Mesdames, Messieurs,

La 11ème circonscription de Paris est pourvue de candidats du P.S.U., du P.C., de la Fédération de la Gauche, d'un mendésiste investi par le Centre Démocrate, d'un U.N.R. Il s'avère donc qu'une très large proportion des électeurs n'est pas en mesure de s'exprimer au centre et à droite. C'est là que la candidature qui vous est présentée trouve sa place naturellement.

M. Roger FREY fait de sa qualité de ministre, qu'il va perdre, son argument essentiel ; il en tire également, sur vos deniers, ses moyens matériels démesurés. Selon son habitude, il ne tiendra pas de réunion, refusant la confrontation avec l'électeur. Certes, les raisons qu'il a de ne pas répondre aux questions que vous voudriez lui poser sont fondées ; sur ces raisons repose la candidature proposée à votre approbation.

Sans avoir la prétention de résoudre immédiatement tous les problèmes, des priorités s'imposent qui commanderont toute mon action. Ce sont :

Une politique massive de construction

— la question dramatique du logement, scandale irrésolu et dissimulé derrière des mots. Il faut, par une politique massive de construction, permettre le droit au logement familial, éliminer les loyers prohibitifs, les taudis, les privilèges, les escroqueries au crédit. Il s'agit de la première urgence nationale.

Un enseignement moderne

— le problème de l'enseignement et de l'abandon des jeunes générations qui hypothèque gravement l'avenir de la France. Tout est à faire, rien n'est satisfaisant. Dans un enseignement archaïque et négligé où la formation professionnelle fait figure de parent pauvre, seul le déblocage de crédits considérables permettra l'équipement indispensable, la revalorisation du statut des enseignants et l'accès des jeunes aux connaissances et aux métiers qui leur conviennent.

Une politique sociale dynamique

— la révision totale de la politique sociale du gouvernement en matière d'emploi, de salaires, de charges (particulièrement des impôts indirects) s'impose autrement que par des leurres comme l'amendement Vallon. Assurer une formation professionnelle permanente, la protection du droit au travail pour tous et la promotion des valeurs. Développer l'emploi à mi-temps. Par une politique de hauts salaires, lancer l'économie dans une expansion accrue. Solutionner préalablement tout reclassement avant les concentrations actuellement opérées.

Une économie nationale au service de l'homme

— l'Etat doit cesser de dépendre du grand capital. La réorganisation de l'économie française n'oblige pas systématiquement aux concentrations d'entreprises. Ce faisant, l'Etat vise :

1°) à la disparition des petits et moyens commerçants et artisans ;

2°) à la constitution des véritables monopoles, de plus en plus étatiques, qui lui permettront, à plus ou moins brève échéance, de nous faire passer sous un régime de type communiste ;

3°) à la main-mise sur le Pays d'une caste de technocrates, ignorante de la réalité de l'Homme.

De même l'indépendance des professions libérales doit être sauvegardée.

Le respect des libertés et de la justice

— L'Etat doit revenir aux conceptions traditionnelles du respect des libertés et de l'administration de la Justice. Ceci implique : l'amnistie des délits politiques, la restauration de l'indépendance des magistrats, la disparition des justices d'exception, ainsi que la dépolitisation contrôlée des différents moyens d'information.

Un état économe de vos deniers

— L'Etat ne peut vivre au-dessus de ses moyens. Ce qui est valable pour chacun l'est plus encore au niveau du Pouvoir. D'une saine administration naissent de saines finances qui seules autorisent les dépenses du gouvernement.

Un acte de justice et de dignité

— la possibilité pour les personnes âgées de survivre autrement que par la charité. C'est une question de justice et de dignité. Les ressources dégagées, d'une façon déjà abusive, au nom de l'aide aux vieillards, doivent effectivement leur revenir (notamment vignette automobile).

Une Europe politique

— L'Europe à bâtir reste une nécessité urgente. Sa construction ne doit pas commencer dans l'Oural ou à Moscou mais dans les Pays de l'Ouest européen qui y trouvent le même intérêt. Cette Europe est politique, faite pour les hommes qui y vivent, non pour les financiers qui l'exploitent.

Une politique extérieure de bon sens et de paix

— La politique extérieure de la France doit être marquée par un retour immédiat au bon sens : que nous apportent les milliards soustraits à la solution de nos problèmes au profit de pays trop souvent hostiles et dont, d'ailleurs, profitent seuls les potentats de ces pays ? Rien. Que reste-t-il de la triomphale — et onéreuse — tournée en Amérique du Sud ? Rien. Le dernier exemple chinois se passe de commentaires... Nous connaissons nos amis, revenons vers eux.

Sur ces points essentiels s'engage ma campagne.
Sur ces points essentiels s'exercera mon action.
Avant de voter, le dimanche 5 mars, souvenez-vous que vous engagez votre avenir et celui de vos enfants pour cinq années décisives.

Georges MAILLET-CONTOZ.

Gaschet et Cie, imp., Paris